



Collaboration interinstitutionnelle  
Interinstitutionelle Zusammenarbeit



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale

# Protection des données CII Valais

Danielle Chevrier, Juriste, SICT, Av. du Midi 7, 1950 Sion [danielle.chevrier@admin.vs.ch](mailto:danielle.chevrier@admin.vs.ch)  
Eloïse Dorsaz, Juriste, SAS, Av. de la Gare 35, 1950 Sion [eloise.dorsaz@admin.vs.ch](mailto:eloise.dorsaz@admin.vs.ch)

Berne, le 7 mai 2024

# Sommaire

1

## Présentation de la CII

- 1.1 Cadre légal
- 1.2 Partenaires CII VS
- 1.3 Système alerte CII
- 1.4 Statistiques
- 1.5 Contexte de la création GT - CII

2

## LIPDA

- 2.1 Généralités
- 2.2 Définitions
- 2.3 Principe de la légalité
- 2.4 Surveillance et risques

3

## Transmission des données

- 3.1 Généralités
- 3.2 OAI
- 3.3 SAS
- 3.4 SFOP et SHE
- 3.6 SICT

4

## Conclusion

- 4.1 Lacunes
- 4.2 Risques
- 4.3 Solution et échéances





Collaboration interinstitutionnelle  
Interinstitutionelle Zusammenarbeit



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale

# 1. Présentation de la CII



# 1.1 Cadre légal fédéral (rappel)

## ▲ Loi fédérale sur l'assurance-chômage

- Art. 85f LACI «Encouragement de la collaboration interinstitutionnelle»

## ▲ Ordonnance sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité

- Art. 119d OACI «Collaboration interinstitutionnelle»

# 1.1 Cadre légal cantonal (Valais)

## ▲ Loi cantonale sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC – RS/VS 837.1)

### **Art. 41** But et fonctionnement

<sup>1</sup> La collaboration interinstitutionnelle (ci-après: CII) a pour mission l'harmonisation optimale des activités des organes d'exécution chargés de la réinsertion professionnelle et sociale des personnes présentant des problématiques relevant de plusieurs dispositifs afin d'augmenter leurs chances de réinsertion en cherchant la meilleure adéquation possible entre l'intérêt de la personne et les moyens institutionnels.

<sup>2</sup> Dans cette perspective, chaque institution partenaire agit en conformité avec la législation dont elle dépend.

<sup>3</sup> La CII s'appuie sur les structures mises en place par le Conseil d'Etat.

<sup>4</sup> Une convention règle les modalités de collaboration du Service avec les autres partenaires. La convention doit être approuvée par le Conseil d'Etat.

### **Art. 42** Financement



# 1.1 Cadre légal cantonal (Valais)

## ▲ Règlement sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (REMC – RS/VS 837.100)

### **Art. 42** Convention

<sup>1</sup> Les partenaires de la Convention "Collaboration interinstitutionnelle" (ci-après: Convention CII), par les chefs des Services étatiques et les directions des organes et institutions concernés, sont habilités à convenir de modifications de la Convention CII. Une décision du Conseil d'Etat n'est pas requise.

<sup>2</sup> Chaque année, un rapport d'activité est transmis au Conseil d'Etat, pour approbation, avec mention des éventuelles modifications de convention intervenues durant l'exercice.

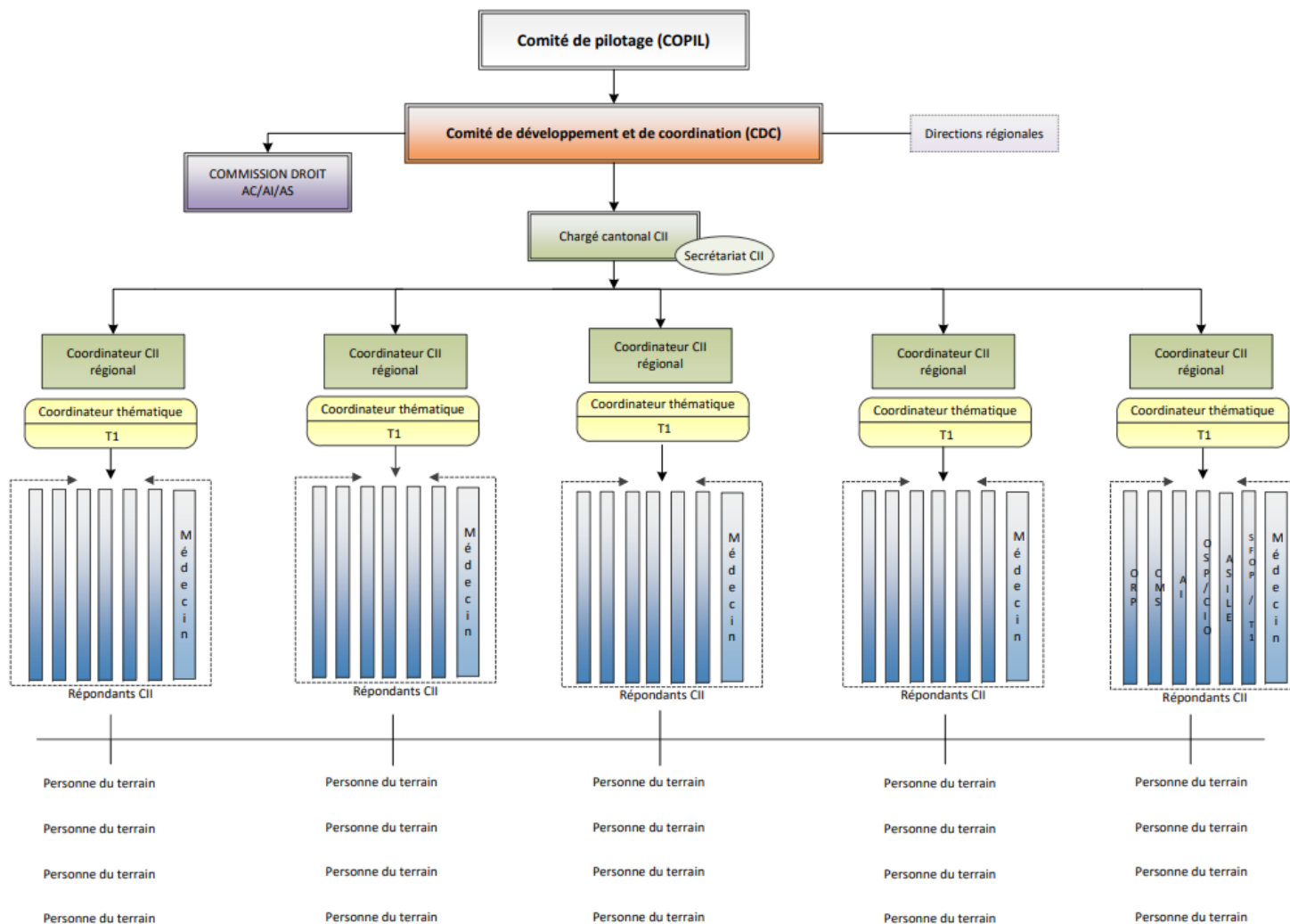
# 1.1 Cadre légal cantonal (Valais)

## ▲ Autres documents :

- Directive d'implémentation de la CII Valais du 1<sup>er</sup> mai 2015
  - [Lien](#)
- Convention de collaboration interinstitutionnelle CII-Valais du 1<sup>er</sup> juillet 2022
  - [Lien](#)



# 1.1 Cadre légal (organisation cantonale)



Édition en vigueur au 01.01.2024





## 1.2 Partenaires CII Valais

### ▲ Signataires de la Convention 2022

- Service de l'industrie, du commerce et du travail (SICT)
- Service de l'action sociale (SAS)
- Service de la formation professionnelle (SFOP)
- Service des hautes écoles (SHE)
- Office cantonal de l'assurance invalidité (OAI)

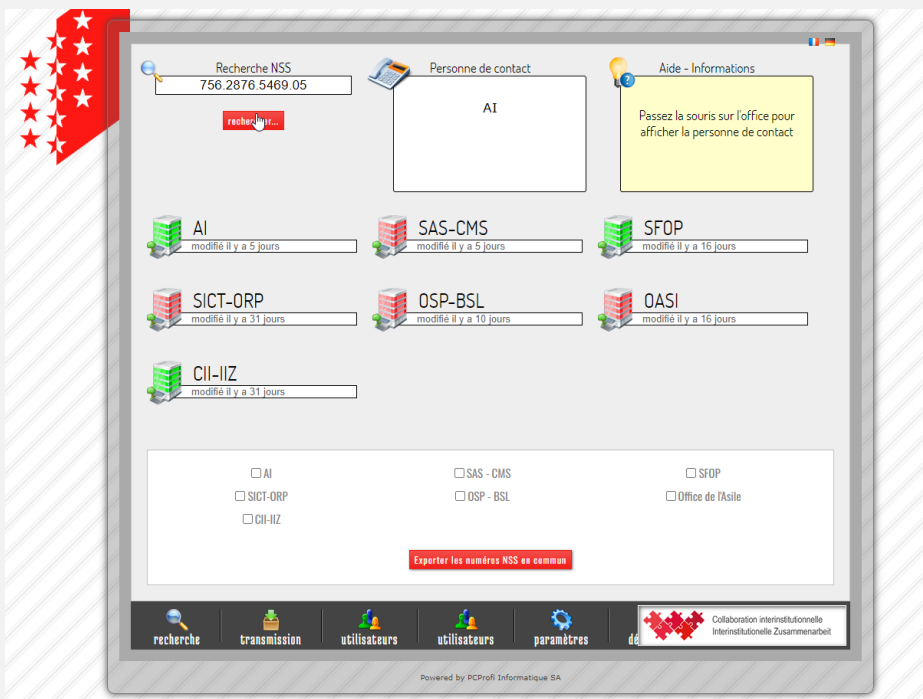


# 1.2 Partenaires CII Valais

## ▴ Domaines concernés



# 1.3 Système d'alerte CII



## But :

- Permettre un diagnostic précoce
- Adapter rapidement la prise en charge

## Fonctionnement :

- Accès au moyen d'une double authentification
- Saisie du n° AVS par le collaborateur
- Couleurs :
  - Vert = personne connue du dispositif
  - Rouge = personne inconnue
- Prise de contact du répondant CII du ou des dispositifs concernés

# 1.4 Statistiques

VENTILATION DES NSS PAR DISPOSITIF			
Tous dispositifs confondus	# NSS	Part des NSS	
ORP seulement	13'345	47%	
AI seulement	8'331	30%	
CMS seulement	2'626	9%	
ORP + AI	1'272	5%	
ORP + CMS	689	2%	
AI + CMS	867	3%	
ORP + AI + CMS	119	0%	
Sans collaboration	857	3%	
<b>Total</b>	<b>28'106</b>	<b>100%</b>	

## ▲ Appariement des données

- Transmission 1x / année
- Par chaque dispositif
- Liste des n° AVS des personnes suivies durant l'année
- Depuis 2014 (Bureau) / 2017 (T1)

## ▲ Bureau CII / plateforme T1 :

- Croise les données
- But : connaître le nombre de suivis simultanés pour l'année écoulée

# 1.5 Contexte de la création du GT - CII

- ▲ Révisions LPD (2023) et LIPDA (2024)
- ▲ Interrogations de l'OAI quant à la légalité de la transmission des listes de n° AVS
  - Concernent toutes les personnes suivies
  - Pas uniquement celles adhérant au processus CII et ayant signé la procuration
- ▲ Groupe de travail composé de juristes des différents dispositifs
  - Etat de situation actuelle
  - Nouvelles lois sur la protection des données (conformité)
  - Vérifier les canaux de transmission des données
  - Examen des procurations CII
  - Proposer des solutions pour combler les éventuelles lacunes





Collaboration interinstitutionnelle  
Interinstitutionelle Zusammenarbeit



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale

## **2. LIPDA (loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage)**



CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS

## 2.1 Généralités

- ▲ LIPDA et RELIPDA révisés => **01.01.2024**
- ▲ LIPDA traite (art. 1 al. 1 LIPDA):
  - Information du public et accès aux documents officiels
  - Traitement des données personnelles par les autorités
  - Archivage des documents officiels
- ▲ Si loi spéciale (loi sur la police, etc.) ≠ LIPDA
- ▲ Applicable à **toutes les autorités** (art. 3 a. 1 let. a LIPDA)
- ▲ Introduction de la vidéosurveillance des lieux publics



## 2.2 Définitions

### ▲ **Données personnelles** (art. 3 al. 3 LIPDA):

- Toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable

### ▲ **Données personnelles sensibles (données sensibles)** (art. 3 al. 7 LIPDA):

- Données personnelles concernant les opinions ou activités religieuses, idéologiques, philosophiques, politiques ou syndicales
- Données personnelles concernant la santé, la sphère intime, la vie sexuelle, l'origine raciale ou ethnique
- Données personnelles concernant les mesures d'aide sociale
- Données personnelles concernant des poursuites ou sanctions pénales et administratives
- Données génétiques
- Données biométriques identifiant un individu de façon unique



## 2.3 Principe de la légalité

- ▲ **Exigence d'une base légale** (art. 17 al. 1 LIPDA)
- ▲ **Loi au sens formel** (art. 17 al. 2 LIPDA):
  - **Traitement de données sensibles**
  - Profilage
  - Traitement susceptible de porter gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personnes concernée
- ▲ **Exceptionnellement loi au sens matériel** (art. 17 al. 3 LIPDA):
  - Pas de risques particuliers pour les droits fondamentaux et
    - **Accomplissement d'une tâche définie dans une loi au sens formel**
    - Traitement nécessaire pour protéger les intérêts vitaux de la personne concernée ou d'un tiers
    - Traitement porte sur des données rendues publiques par la personne concernée et elle ne s'y oppose pas

## 2.4 Surveillance et risques

### ▲ Surveillance :

- **Contrôles plus fréquents et systématiques par le préposé (art. 37 al. 1 let. a LIPDA)**

### ▲ Violation de la sécurité des données (art. 30a LIPDA) :

- Atteinte à la sécurité des données, même si pas exploitées
- Violation avérée => **doit être annoncée immédiatement au préposé**

### ▲ Risques :

- Dénonciation pénale (art. 292 CP - Amende pour insoumission à une décision d'autorité, art. 33 LPGA - Violation du secret de fonction)
- Procédure civile (art. 28a ss. CC - Protection de la personnalité)
- Procédure administrative (art. 24 LcPers – Licenciement)

### ▲ **La LIPDA est plus stricte que la LPD!**





Collaboration interinstitutionnelle  
Interinstitutionelle Zusammenarbeit



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale

# 3. Transmission des données



# 3.1 Généralités

## ▲ Travaux du GT

- Plusieurs séances communes de réflexion
  - Base commune de réflexion (type de données, fonctionnement CII, ...)
- Rédaction d'un rapport par chaque dispositif
  - Analyse de la légalité de la transmission des données
  - Cadre légal applicable : LPD ou LIPDA ?
  - Base légale suffisante pour son dispositif ?
- Rédaction d'un rapport global du GT
  - Situation actuelle
  - Analyse de chaque dispositif
  - Lacunes et risques
  - Solutions et propositions



## 3.2 Conclusions OAI

- ▲ Soumis à la LIPDA
- ▲ Application de la LPGA et d'autres lois spéciales (LAI/LAVS)
  - Obligation de garder le secret, levée de cette obligation à des conditions très strictes
  - Art. 68bis al. 1 LAI
- ▲ Collaboration interinstitutionnelle
  - ≠ tâche légale dévolue aux offices AI
  - = moyen d'y parvenir
- ▲ Aucune base légale pour les tâches de la CII (p.ex. récolte à des fins statistiques)
- ▲ Conclusion :
  - Absence de base légale matérielle suffisante pour permettre l'échange des données de manière globale (liste n° AVS)

## 3.3 Conclusions SAS

- ▲ Soumis à la LIPDA
- ▲ Aide sociale (Centres médico-sociaux + Office de l'asile)
  - Données personnelles sensibles (art. 3 LIPDA)
  - Lacune : Croix-Rouge (délégation de compétence pour la prise en charge)
- ▲ Application de la LIAS et de l'OLIAS
  - Révision en 2020 (entrée en vigueur : 01.07.2021)
  - Dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations (art. 64 LIAS en lien avec 19 LIAS)
- ▲ Conclusion :
  - Transmission possible
  - Communication limitée aux seules données nécessaire pour atteindre le but (art. 62 al. 4 LIAS)
  - Respect du principe de proportionnalité et de l'intérêt des personnes



## 3.4 Conclusions SFOP et SHE

- ▲ Soumis à la LIPDA
- ▲ Application de l'art. 17 al. 2 LIPDA (dans sa version jusqu'au 31.12.2023) => Accomplissement d'une tâche légale
- ▲ Plateforme T1 (SFOP) => Exigence fédérale (art. 12 LFPR et art. 7 de l'OLFPr)
  - Toutes les mesures pour assurer la transition entre la fin du secondaire I et la formation professionnelle initiale doivent être prises
- ▲ Office d'orientation (SHE) => Collaboration nécessaire avec les autres partenaires du réseau (OOSSPC)
- ▲ Conclusion:
  - Echange de données essentielle (**tâche légale**)
  - Accord du jeune ou de son représentant légal
  - Devoir de confidentialité des partenaires du réseau
  - Données détruites au terme du processus

## 3.5 Conclusions SICT

- ▲ Soumis à la LPD (organe d'exécution de l'AC) et à la LIPDA (autorité cantonale)
- ▲ Application de l'art. 17 al. 2 let. a LIPDA (dans sa version jusqu'au 31.12.2023) => Accomplissement d'une tâche légale
- ▲ Application de l'art. 85f LACI => Simplification de l'assistance administrative, en dérogations aux art. 32 et 33 LPGA
- ▲ Bureau de la CII fait partie du SICT (autorité cantonale du marché du travail) (art. 3 al. 1 et 2 let. e LEMC)
- ▲ Collaboration du SICT avec les organes de l'AC et de la CII (art. 7 al. 3 LEMC)



## 3.5 Conclusions SICT

### ▲ Conclusion:

- Assouplissement nécessaire pour permettre à la CII d'atteindre ses objectifs => informations complètes!
- Formulaire «*Transmission de données*» et «*Procuration pour l'échange de données (CII)*» => **Accord de la personne concernée**
- Transmission au bureau de la CII, chaque début d'année, d'une liste de toutes les personnes suivies, à des fins statistiques => Mission de la CII
- Transmission de données vers la Plateforme T1 => Tâche légale
- Art. 85f LACI: Toutes les unités du SICT, dont la CII fait partie, sont autorisées à utiliser le numéro AVS, en tant qu'outil d'identification, dans l'accomplissement de leur tâche légale





Collaboration interinstitutionnelle  
Interinstitutionelle Zusammenarbeit



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale

## 4. Conclusions



## 4.1 Lacunes

- ▲ **Absence d'une base légale suffisante** (formelle) et communes pour régler la transmission de données personnelles et ses modalités au bureau de la CII à des fins statistiques
- ▲ **Ni le formulaire «*Transmission de données*», ni la «*Procuration pour l'échange de données (CII)*» ne prévoient spécifiquement la transmission du numéro AVS.** On ne peut donc pas s'assurer que la personne concernée ait donné son consentement!
- ▲ Améliorations à apporter dans la formulation des procurations CII



## 4.2 Risques

- ▲ A défaut de base légale => Traitement de données personnelles ou sensibles **illicite**
- ▲ **Responsabilité personnelle** du maître du fichier (chef de service du SICT) ou de la personne ayant effectué la transmission illicite
- ▲ **Nouvelle LIPDA est plus stricte!**
  - Enquête du préposé => Recommande de modifier/faire cesser le traitement
  - Décision (sanction) de la commission (art. 292 CP: amende en cas d'insoumission à une décision d'autorité)
- ▲ Conséquences
  - Pénales (art. 292 CP, art. 33 LPGa)
  - Civiles (art. 28a CC)
  - Administratives (art. 24 LcPers)
- ▲ Utilisation systématique du numéro AVS sans y être habilités (art. 153c LAVS) ou sans prendre de mesures techniques ou organisationnelles (art. 153d LAVS) => Peine pécuniaire (art. 153i LAVS)

## 4.3 Solution et échéances

- ▲ Proposition au COPIL CII : élaboration d'une base légale formelle
- ▲ **Règlement du Conseil d'Etat** (révision du REMC – Fondement juridique de la CII, art. 41 LEMC) :
  - Définition du cadre et de la structure de la CII Valais (légitimité politique)
  - Réglementation de l'échange de données entre les partenaires
  - Inclusion des partenaires du deuxième cercle
- ▲ Projet législatif par le SICT, avec la collaboration des membres du GT
- ▲ Actuellement: Phase de rédaction du projet
- ▲ Suite:
  - Finalisation du projet
  - Soumission du projet au préposé
  - Intégration dans le système LexWork
  - Présentation du dossier au Conseil d'Etat
  - Acceptation par le Conseil d'Etat (décision)
  - Entrée en vigueur envisagée au 01.09.2024



Collaboration interinstitutionnelle  
Interinstitutionelle Zusammenarbeit



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale



# MERCI POUR VOTRE ATTENTION !



CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS